



Les rapports d'activité 2000 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de textiles issus des pays dans lesquels la BOA est présente. Ceci en hommage à une tradition artistique remarquable, faisant appel à des savoir-faire multiples appliqués au coton, à la soie, au raphia ou à la laine selon les ressources naturelles régionales. Aujourd'hui, dans le monde entier, des musées conservent précieusement et exposent des pièces dont l'esthétique est largement reconnue.

Agriculture, industrie, artisanat, confection... La filière textile compte parmi les nombreuses composantes de la vie économique de l'Afrique de l'Ouest et de Madagascar. La BOA contribue, bien sûr, au financement des différentes composantes de cette filière dans toutes ses zones d'implantation et participe aussi, à la fois, à la préservation des cultures et des valeurs locales et au développement économique des pays concernés.

Remerciements à la Galerie de Textiles et à la Compagnie du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest, pour le prêt des pièces de leur collection.

Le mot du Directeur Général



Après une période de profonde réforme des méthodes de travail et de renouvellement de ses moyens d'exploitation, l'évolution de la Banque a été marquée durant cet exercice 2000 par une consolidation de ses structures organisationnelles et une redynamisation des ressources humaines. L'assainissement comptable, en cours depuis quelques années, a été par ailleurs poursuivi de manière assidue. La situation s'est nettement améliorée au cours de l'exercice tout en restant perfectible, notre maîtrise du

logiciel DELTA devant encore être renforcée dans certains domaines d'application.

Tout au long de cet exercice, notre volonté a été également tournée vers le nécessaire respect du dispositif prudentiel imposé par la réglementation bancaire sur la base de normes rendues plus contraignantes depuis janvier 2000. Cet objectif nous a amené à intensifier nos actions de recouvrement sur les créances en souffrance, à pratiquer une politique une nouvelle fois intensive de provisionnement, à réduire le poids de nos immobilisations par cession ou amortissement accéléré de certains actifs immobilisés.

Dans un contexte économique difficile et une situation de concurrence serrée, le total du bilan est passé de 53 654 millions de F CFA à fin 1999 à 61 021 millions de F CFA en décembre 2000, soit une augmentation de 13,7% sur l'exercice échu.

Nous retrouvons ce taux de progression d'environ 14% tant du côté des dépôts de la clientèle, qui avoisinent désormais les 50 milliards de F CFA, que du côté des crédits directs à la clientèle, qui se situent à 31,6 milliards de F CFA, nets de provisions, à fin 2000.

L'activité en crédits par signature a également été très soutenue tout au long de l'exercice, l'encours de 15 milliards de F CFA en fin d'année ne reflétant pas l'encours moyen de l'exercice, supérieur à 20 milliards de F CFA.

Nos produits d'exploitation ont progressé de 11,8% et le Produit Net Bancaire se situe à 5 250 millions de F CFA en 2000 contre 4 790 millions de F CFA en 1999.

Cet accroissement a été, en grande partie, annihilé par une augmentation relativement forte des frais généraux et notamment des frais de personnel, qui ont fait l'objet de

divers rattrapages au cours de l'exercice.

Les importantes dotations aux amortissements et aux provisions pour créances douteuses font finalement ressortir un résultat net positif de 365 millions de F CFA pour l'exercice.

En dehors de la fidélisation de notre clientèle de déposants, il y aura lieu de poursuivre, en 2001, nos efforts d'assainissement du portefeuille d'engagements, en maintenant une politique très sélective de distribution du crédit et en renforçant les moyens dédiés au recouvrement.

Ceci reste un préalable indispensable à la poursuite d'un développement harmonieux de notre Institution.

Michel LE BLANC

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2000

Février

- Mise en place d'un nouvel organigramme.

Mars

- Organisation à Bamako des Rencontres BANK OF AFRICA réunissant des cadres de l'ensemble du Réseau BANK OF AFRICA

Septembre

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA des Administrateurs du Groupe à La Haye et à Paris.

Octobre

- Mise en place du Comité d'Audit imposé par la nouvelle réglementation bancaire.

Novembre

- Mise en place du Guichet Groupe BANK OF AFRICA pour traiter les opérations « FLASH ».
- Franchissement du seuil des 50 milliards de FCFA pour les dépôts collectés.
- La BOA-MALI remporte la 1^{ère} coupe de football inter banques organisée par la BCEAO au Mali.

Chiffres clés

de l'exercice 2000

Activité	
Dépôts clientèle*	49 550
Créances clientèle*	31 604

Résultat	
Produit Net Bancaire*	5 250
Charges de fonctionnement*	2 956
Résultat Brut d'Exploitation*	1 966
Résultat Net*	365
Coefficient d'exploitation (%)	62,5

Structure	
Total Bilan*	61 021
Fonds Propres après répartition*	3 876
Fonds Propres/Total Bilan (%)	6,68
Effectif en fin d'exercice	147

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 12 membres, est actuellement composé comme suit :

- MM. Boureima SYLLA, Président
- Mamadou Amadou AW
- Paul DERREUMAUX
- Waly DIAWARA
- Amara DOUCOURE
- Apha Hampaté GAMBY
- Serge KAPNIST
- Tidiani KOUMA
- Ernest RICHARD
- Amadou Ousmane SIMAGA
- Mamadou SYLLA
- Mamadou MAIGA – AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)

Répartition du capital

Montant : 2 000 000 000 F CFA

Divisé en 400 000 actions nominatives de 5 000 F CFA

AFRICAN FINANCIAL HOLDING – AFH	29,6%
BANK OF AFRICA – BENIN (BOA-BENIN)	3,3%
Actionnaires privés nationaux	57,7%
PROPARCO	2,5%
Divers	6,9%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 mai 2001 pour l'exercice social 2000.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2000

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous a réuni, ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le bilan et le compte de résultats de l'exercice 2000 de la BANK OF AFRICA – MALI.

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un aperçu du contexte économique et monétaire de l'exercice 2000,
- une analyse des comptes de bilan et de résultats de l'exercice 2000.

Une croissance économique mondiale soutenue

La reprise économique mondiale, observée durant l'année 1999, s'est confirmée au cours de l'année 2000 dans la plupart des pays industrialisés et émergents. Cette évolution favorable de l'activité au plan mondial, estimée selon les dernières données disponibles à 4,75% en 2000, contre 3,3% en 1999 et 2,5% en 1998, n'a toutefois pas induit un regain sensible de la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne, qui ressortirait autour de 3% pour 2000. La reprise économique mondiale n'a également pas pu entraîner un redressement des cours internationaux de la plupart des matières premières, du fait d'une offre surabondante. Les cours des produits exportés par les pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont ainsi accusé, sur une base annuelle à fin juin 2000, des reculs plus ou moins marqués, se situant entre 5% pour l'arachide et 35% pour le café. Dans le même temps, le cours du pétrole, dont les pays de l'Union sont importateurs nets, s'appréciait de plus de 67%.

Par ailleurs, un certain ralentissement économique est désormais perceptible aux Etats-Unis. Le Fonds Monétaire International (FMI) va abaisser à 3,4% sa prévision pour la croissance économique mondiale en 2001. Le chiffre était de 4,2% en octobre dernier. Au plan des prix, l'inflation a été maîtrisée dans la plupart des pays industrialisés.

Sur les marchés des changes, l'événement marquant de l'an 2000 a été l'accélération du mouvement d'affaiblissement de l'Euro, dont la dépréciation vis-à-vis du Dollar US est ressortie en fin d'année écoulée à près de 20% par rapport à janvier 1999.

Dans les pays de l'UEMOA, l'évolution de la conjoncture économique confirme le ralentissement de la croissance, amorcé en 1998.

Depuis deux ans, l'économie du Mali connaît une conjoncture peu favorable.

En 2000, la croissance devrait ralentir pour la 3^{ème} année consécutive, à l'instar des autres pays de l'UEMOA.

PIB Mali 2000 environ +5%

Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) descendrait en dessous de 5% contre 5,6% en 1999, à cause de la baisse de la production du coton graine à 459 000 tonnes contre 518 000 tonnes pour la campagne précédente.

On note en outre un certain recul de la branche extraction pendant l'année écoulée.

Quelques compensations sont cependant intervenues, notamment au niveau de la production céréalière qui a atteint 2 619 317 tonnes pour la campagne 1999-2000, dépassant de 10% le niveau record de la campagne précédente.

Taux d'inflation +2%

Le taux d'inflation serait limité à +2%.

Les exportations auraient progressé de +0,7%, notamment à cause de l'augmentation des ventes d'animaux vivants en croissance de +4,6%.

Les importations seraient en baisse en volume mais en hausse de 3% en valeur, essentiellement à cause de l'augmentation des prix des produits pétroliers. La facture pétrolière annuelle du Mali est passée de 65 milliards de F CFA en 1999 à 114 milliards de F CFA en 2000. Le maintien des prix à la consommation a entraîné un abandon à 60%

des taxes sur les produits pétroliers. Il en résulte une perte de recettes chiffrée à environ 3 milliards de F CFA par mois fin 2000.

En application depuis le 1^{er} janvier 2000 dans le cadre de l'Union douanière, le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA entraîne des pertes de recettes de l'ordre de 6 milliards de F CFA/an sur base 1999.

Avec une baisse globale de 12 milliards de F CFA des recettes douanières en 2000 - ramenées de 131 milliards de F CFA à 119 milliards de F CFA sur l'année -, la situation des finances publiques est plus difficile que prévue, le déficit attendu devant être supérieur à celui de 1999, équivalent à 9% du PIB.

Cependant, l'allégement de la dette escompté au titre de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) est évalué à 7,1 milliards de F CFA pour l'exercice 2000.

En 2001, le pays devrait enregistrer pour la première fois depuis 1994 un taux de croissance négatif, de l'ordre de -1,5% par suite des difficultés du secteur cotonnier - la prévision de récolte portant sur 230 000 tonnes, soit 50% de la récolte précédente -, d'une mauvaise pluviométrie, du choc pétrolier qui perdure et des problèmes de certains pays voisins.

Un point positif important concerne la production nationale d'or qui devrait croître sensiblement avec la mise en exploitation de la mine de MORILA depuis novembre dernier et de la mine de YATELA en juillet prochain - respectivement 15 et 10 tonnes de production annuelle -. En outre, les investissements de 52,5 milliards de F CFA sur YATELA devraient apporter un surcroît dans certains secteurs sous-traitants tels que le transit et les transports.

Examen du bilan et des comptes de l'exercice 2000

Total bilan 2000 +13,7%

L'activité de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) a connu une progression significative au cours de l'exercice 2000.

Cela s'est traduit notamment sur le total du bilan, qui est passé de 53 654 millions de F CFA fin 1999 à 61 021 millions de F CFA fin 2000, soit une augmentation de 13,7% sur

l'année 2000.

Ressources clientèle +14,2%

Cette hausse a d'abord pour origine l'accroissement des dépôts de la clientèle, qui s'élèvent de 43 389 millions de F CFA à 49 550 millions de F CFA au cours de l'exercice, soit au taux de croissance de 14,2%. Cette performance est d'autant plus significative qu'elle a été réalisée dans une situation économique dépressive et que la hausse des dépôts collectés n'avait été que de 1,5% en 1999. En outre, si on exclut les épiphénomènes de fin d'année, le noyau dur des ressources de la clientèle est passé de 39 milliards de F CFA à 47 milliards de F CFA sur l'exercice, soit une poussée de 20% environ.

Dans cet ensemble, la progression des dépôts en comptes d'épargne est remarquable.

Leur volume évolue ainsi de 9 312 millions de F CFA à 11 994 millions de F CFA, soit de 28,8% sur l'exercice écoulé.

L'autre catégorie de dépôts ayant participé sensiblement à cet accroissement est représentée par les dépôts des particuliers en comptes ordinaires, dont le volume global est passé de 6 007 millions de F CFA à 8 832 millions de F CFA au cours de l'exercice, soit en hausse de 47%.

Globalement, l'accroissement des dépôts des particuliers participe à hauteur de 89,5% à l'accroissement général des ressources collectées.

Il est vrai que la trésorerie des entreprises a souffert dans une conjoncture difficile.

Il est intéressant de signaler à ce niveau que les catégories de dépôts sur lesquelles ont porté essentiellement l'accroissement sont les moins volatiles, ce qui contribue à améliorer la stabilité des ressources.

Les statistiques d'ouvertures de comptes confirment cette prédominance des particuliers dans la performance de cette année puisque 5 789 des 6 549 nouveaux comptes recensés en 2000 relèvent de cette clientèle des particuliers.

Cet engouement peut s'expliquer en partie par l'effet « nouvel immeuble ».

Il y a lieu de signaler également la croissance régulière des opérations traitées par la Bureau de Paris et la performance des agences de province, dont le volume global de dépôts augmente de 48% sur l'année, s'élevant de 5 767 millions de F CFA à fin 1999 à 8 553 millions de F CFA en décembre 2000.

Engagement de trésorerie +14,2%

Les emplois de trésorerie sont représentés par les créances sur la clientèle dont l'encours est passé de 27 686 millions de F CFA fin 1999 à 31 604 millions de F CFA fin 2000, soit une progression de 14%, équivalente à celle des dépôts de la clientèle.

Il faut cependant tenir compte que le niveau des concours directs était minoré fin 1999 du fait de certains allègements temporaires, intervenus en toute fin d'année pour un montant global d'environ 3 000 millions de F CFA, phénomène qui ne s'est par reproduit à la même échelle en décembre 2000.

En prenant les chiffres moyens de fin de mois en 1999 et 2000, la croissance des encours de crédit à la clientèle se situe à 2 400 millions de F CFA, soit +9%.

Cette avancée a porté sur les concours à court terme, nos encours de crédits à moyen ou long terme ayant diminué de 600 millions de F CFA durant l'exercice.

La demande de financement est restée néanmoins soutenue toute l'année, du fait des tensions de trésorerie traversées par les entreprises du secteur formel, inégalement concurrencées par le secteur informel dont le développement est spectaculaire, dans un contexte de crise conjoncturelle exacerbée par la situation de la filière cotonnière.

Les emplois des agences régionales sont restés dans la ligne générale avec une augmentation de 372 millions de F CFA en 2000, soit 12,5% de l'encours à fin 1999, qui s'élevait à 2 963 millions de F CFA.

Les engagements par signature accusent une baisse sensible en comparant les situations de fin d'année – 15 174 millions de F CFA d'encours fin 2000 contre 18 228 millions de F CFA fin 1999, soit un repli de 17% -, mais cela ne reflète pas l'activité de l'année, où

les encours ont été en moyenne légèrement supérieurs à ceux de 1999, ce qui est confirmé par ailleurs par la comparaison du volume de commissions généré par cette activité.

En excluant les dépôts du Gouvernement quasiment inexistant à la BOA-MALI, notre part de marché se situe à 19,1% fin 2000 contre 18,0% fin 1999 pour les dépôts des particuliers et entreprises, et à 11,1% fin 2000 contre 9,7% fin 1999 pour les crédits à l'économie.

L'un des principaux objectifs de la Banque pour l'exercice 2000 était d'améliorer la situation de celle-ci par rapport au dispositif prudentiel, notamment en réduisant le poids relatif des immobilisations.

Ceci a amené à solder le poste immobilisations en cours, compte tenu de la fin des travaux du nouveau siège, et à doter fortement les amortissements, si bien que les immobilisations corporelles nettes diminuent de 315 millions de F CFA au cours de l'exercice.

Par ailleurs, les immobilisations financières ont également été allégées, en passant de 1 358 millions de F CFA à 547 millions de F CFA, soit une diminution de 811 millions de F CFA, suite à l'arrivée à échéance de bons du Trésor et du prêt fait à l'Etat pour le refinancement de la banque B.I.M.

Notre portefeuille de titres de placement est également en léger repli de 143 millions de F CFA, étant ramené de 1 312 millions de F CFA à 1 169 millions de F CFA.

En revanche, malgré les importants provisionnements constitués chaque année et les efforts tournés vers le recouvrement – Plus de 900 millions de F CFA recouverts en 2000 contre 180 millions de F CFA seulement en 1999 -, le portefeuille de créances douteuses continue à peser lourdement sur nos ratios.

L'examen du compte de résultats de la BOA-MALI pour l'exercice 2000 amène aux constats suivants.

Produits d'exploitation +11,8%

Les produits d'exploitation courante ont crû de 11,8% en passant de 5 599 millions de F CFA à 6 260 millions de F CFA, mais avec une évolution contrastée entre produits d'intérêts et produits de prestations de services ou commissions.

Les produits d'intérêt ont connu une progression très légère de 3,9%, alors que le volume des créances sur la clientèle a augmenté de près de 10% en moyenne sur l'exercice 2000, par rapport à l'exercice 1999. Ce résultat s'explique par le fait de l'arrêt de la perception d'agios sur un volume important de créances compromises. Au contraire, les produits de commissions ont enregistré une forte poussée en évoluant de 1 871 millions de F CFA en 1999 à 2 386 millions de F CFA en 2000, soit +27,5%.

La contribution de cette catégorie de produits dans le Produit Net Bancaire est en croissance constante : elle passe de 39% à 45,5% entre 1999 et 2000.

Le Produit Net Bancaire évolue favorablement et atteint 5 250 millions de F CFA en 2000 contre 4 790 millions de F CFA en 1999, soit une hausse de 9,6% ou 460 millions de F CFA en volume.

Cette progression a été en grande partie annihilée par un accroissement relativement fort des frais généraux, et notamment des charges du personnel, qui augmentent respectivement de 16% et de 25% sur l'année écoulée.

Charges de fonctionnement 16,2%

Les charges de personnel ont en effet fait l'objet de divers rattrapages en l'an 2000, outre les avancées concédées en fin d'année en matière d'augmentation de salaire et de diverses primes.

Les autres frais généraux ont connu une augmentation de 9% sur l'exercice, mais en supportant les charges du nouveau siège sur une année entière contre 7 mois en 1999.

Globalement, les frais généraux ont augmenté de 410 millions de F CFA contre 460 millions de F CFA pour le Produit Net Bancaire, permettant une amélioration de 50 millions de F CFA du résultat brut d'exploitation qui s'élève à 2 295 millions de F CFA en 2000, avant dotation aux amortissements et aux provisions.

Cette évolution traduit l'importance des efforts accomplis par l'ensemble du personnel, que nous tenons ici à remercier en votre nom et à encourager sur la voie d'une amélioration constante de la qualité et de l'intensité du travail accompli.

Bénéfice net final 365 millions de F CFA

Comme précédemment indiqué, votre Banque a choisi de faire un effort important d'amortissement rapide de certaines immobilisations et de provisionnement des créances en souffrance, si bien que le résultat avant impôt de l'exercice est ramené à 654 millions de F CFA en 2000 contre 779 millions de F CFA en 1999.

Après provision pour impôt sur les bénéfices, le résultat net s'élève cette année à 365 millions de F CFA contre 466 millions de F CFA en 1999.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur, qui s'élève à 174 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose :

- la distribution d'un dividende brut de 200 millions de F CFA, qui représente un revenu brut de 10% par action,
- l'affectation en réserves et en report à nouveau d'une somme de 339 millions de F CFA qui porte nos fonds propres après répartition à 3 876 millions de F CFA.

Au terme d'un exercice 2000 marqué par la poursuite des redressements nécessaires dans différents domaines, notamment la qualité du portefeuille d'engagements et la fiabilité de l'information comptable, notre stratégie pour l'exercice 2001 reposera sur les principaux axes suivants :

- le développement et la fidélisation de la clientèle de déposants,
- une politique toujours très sélective de distribution du crédit,
- une intensification de nos efforts de recouvrement sur le portefeuille de créances en souffrance afin d'en réduire le poids dans l'ensemble du portefeuille engagements,
- la recherche des équilibres bilanciaux nécessaires au respect durable du dispositif prudentiel imposé par la réglementation bancaire,
- la poursuite de l'amélioration du système d'information comptable et financière.

Avec le Plan Triennal de Développement 2001-2003, la BOA-MALI poursuit une stratégie d'investissements orientée vers la qualité du service.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'un Plan Triennal de Développement élaboré fin 2000 pour la période 2001-2003 et sera appuyée par la mise en œuvre d'un programme d'investissements encore important, notamment dans les domaines des communications, de la monétique, et de l'ouverture de nouveaux guichets.

La recherche constante des moyens les plus adaptés à l'exercice de notre métier et l'amélioration constante des conditions d'accueil de la clientèle sont en effet de nature à assurer un développement régulier de notre institution, dans des conditions de rentabilité optimales. Nous comptons vivement sur la poursuite de votre appui pour l'atteinte des objectifs ainsi retenus.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Rapport général des commissaires aux comptes

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, et en exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale des Actionnaires du 25 mai 1999, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général au titre de l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2000.

Nos travaux ont comporté les sondages, tests et autres procédés de vérifications jugés nécessaires en la matière et ont porté sur :

- le contrôle et l'expression de notre opinion sur les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MALI tels que joints au présent rapport en son point II et comportant le bilan, le compte de résultat et autres annexes,
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire et des normes prudentielles de l'UEMOA,
- d'autres vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et notamment par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

L'établissement des Etats Financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la Banque. Les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration et sous sa responsabilité conformément à l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

Il nous appartient d'exprimer sur la base de nos contrôles une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle de ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nos contrôles ont été effectués conformément aux normes internationales de révision et ont consisté en l'examen des éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes, l'appréciation des principes comptables suivis, des estimations significatives

retenues pour l'arrêté des comptes.

Nos diligences ont été effectuées selon les textes réglementaires de la BCEAO et en accord avec les normes d'audit internationales, qui prévoient que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne sont pas entachés d'anomalies, d'inexactitudes ou d'irrégularités significatives.

A notre avis, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2000 conformément aux normes et principes comptables généralement admis et faisant apparaître :

	En F CFA
Total du Bilan	61 021 180 195
Résultat bénéficiaire net	364 949 191
Total d'engagements hors bilan donnés	15 174 279 421
Total engagements hors bilan reçus	23 892 531 847

sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2000 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

Vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire et aux normes prudentielles de l'UEMOA

Ces vérifications ont porté sur :

Le classement des risques en souffrance et les règles minimales de provisionnement

L'examen du crédit de trésorerie de la Banque au 31/12/2000 a abouti aux constats suivants :

- Les créances en souffrance (créances impayées ou immobilisées et créances douteuses ou litigieuses) se chiffrent à F CFA 9 429 631 327 au 31/12/2000,

contre F CFA 10 050 440 845 au 31/12/1999. Elles ont été globalement provisionnées à F CFA 6 708 480 527 au 31/12/2000 contre F CFA 7 669 804 912 au 31/12/1999.

- Les créances en souffrance dégagent un solde net de F CFA 2 799 788 067 au 31/12/2000 contre un solde net de F CFA 2 380 635 933 au 31/12/1999.
- Les intérêts sur créances douteuses ou litigieuses, évalués à F CFA 1 011 973 940 au 31/12/2000 contre F CFA 1 039 932 802 au 31/12/1999, ont été provisionnés à 100% au 31/12/2000.

La réglementation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et au Commissaire aux Comptes

La loi bancaire a fixé à 20% des fonds propres effectifs, le montant global des concours des banques pouvant être consentis aux personnes participant à leur Direction, Administration, gérance, contrôle ou fonctionnement.

En vertu de l'article 35, Alinéa 3 de la loi bancaire N° 90-74/AN-RM portant réglementation bancaire au Mali, nous vous informons que l'engagement des administrateurs s'élève au 31/12/2000 à F CFA 185 282 500 et se répartit comme suit :

Administrateurs	Engagement de trésorerie	Engagement par signature	Total des engagements
En nom personnel			
• Boureima SYLLA	17 887 814		17 887 814
• Alpha H. GAMBY	25 505 398		25 505 398
• Ernest RICHARD	3 576 569		3 576 569
• Paul DERREMAUX	286 208		286 208
• Waly DIAWARA	54 959 253		54 959 253
S/Total (1)	102 215 242		102 215 242
En société			

• ETS SIMAGALA	46 898 249	10 046 810	56 945 059
• SOACAP		26 122 099	26 122 099
• TOUBA TRANSIT			
S/Total (2)	46 898 249	36 168 909	83 067 158
<hr/>			
Total (1+2)	149 113 491	36 168 909	185 282 400

Le total des engagements des administrateurs de la Banque au 31/12/2000 est de

Crédits	Membre du conseil d'administration ou de gérance	Commissaires aux comptes	Cadres moyens et supérieurs	Total
Montant concours par caisse	149	12	144	305
Engagement par signature	36	32		68
<hr/>				
Total engagements (1+2)	185	44	144	373

FCFA 185 282 400 contre FCFA 322 300 000 au 31/12/1999.

De même, l'engagement des personnes participant au contrôle et au fonctionnement de la Banque se chiffre à F CFA 373 millions et se répartit comme suit :

Le total des engagements des personnes participant à la Direction, à l'administration, la gérance, le contrôle et le fonctionnement de la BANK OF AFRICA – MALI se chiffre à 373 millions de F CFA, et se décompose comme suit :

- 305 millions de F CFA de concours par caisse,
- 68 millions de F CFA d'engagements par signature.

Le rapport total engagements sur les fonds propres effectifs pour la BANK OF AFRICA - MALI se situe au 31/12/2000 à 11% contre 13% à la clôture de l'exercice précédent.

Les fonds propres effectifs de l'établissement sont de 3 506 millions de F CFA au 31/12/2000.

Vérifications et Informations Spécifiques

Rapport de Gestion du conseil d'administration et comptes annuels

Nous avons procédé conformément aux normes, aux vérifications spécifiques prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

A la date du présent rapport, nous n'avons pas reçu le rapport de gestion du Conseil d'Administration adressé aux actionnaires.

Informations spécifiques

Selon les propositions du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 13 mai 2000 sur les états financiers arrêtés le 31/12/1999, après avoir délibéré, l'Assemblée approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur.

Résultat net de l'exercice (en F CFA)	465 755 646
Réserve légale	69 863 347
Report à nouveau	1 198 092 852
Dividende	220 000 000
Réserves facultatives	1 200 000 000
Nouveau report à nouveau	173 985 151

Aucune abstention ni vote contre n'étant enregistré, la résolution a été adoptée à

l'unanimité. En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide qu'après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement payé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 495 F CFA par action de 5 000 F CFA.

Bamako, le 14 mars 2001

Pour le Commissaire aux Comptes

Cheikh A. Cisse

Le Directeur Associé de Bureau

Comptable Agréé

SARECI

SOCIETE D'ASSISTANCE ET DE REVISION D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'INFORMATION

SARL

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux, ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un de ses administrateurs ou un directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur

général adjoint de la personne morale contractante.

Votre Conseil d'Administration n'a pas porté à notre connaissance l'existence d'autres conventions que celles déjà autorisées à savoir :

- la reconduction du contrat d'assistance technique de AFH et la prolongation de sa durée qui porte désormais sur 5 ans renouvelables,
- l'Accord pour un programme d'intervention de la cellule contrôle, informatique, formation (CCIF) de la société AFH Services,
- l'aménagement du texte de l'article 7 de la convention d'assistance technique (AFH) signée le 4 novembre 1996).

Par ailleurs, nous vous informons que le montant global de l'engagement (trésorerie et signature) des administrateurs est passé de F CFA 322,3 millions au 31/12/1998 à F CFA 185,2 millions au 31/12/2000, soit une variation nette de F CFA 137,1 millions. Le détail se présente comme suit :

	31/12/2000	31/12/1999
BOUREIMA SYLLA	18	4,2
PAUL DERREUMAUX	0,2	
ALPHA H. GAMBY (G. AUTO + SNTPM)	25	122,4
RICHARD ERNEST	4	
AMADOU SIMAGA	57	48,1
SOACAP	26	140,7
KOUMALIN		6,9
WALY DIAWARA	55	
Total en F CFA	185,2	322,3

L'engagement par signature est de F CFA 185,2 millions, soit 49,59% de l'engagement total au 31 décembre 2000.

Bamako, le 14 mars 2001

Pour le Commissaire aux Comptes

Cheikh A. CISSE

Le Directeur Associé de Bureau

Comptable Agréé

SARECI

SOCIETE D'ASSISTANCE ET DE REVISION D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'INFORMATION

SARL

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif

Actif	Exercice 1999	Exercice 2000
Caisse	1 585 542 217	3 661 264 862
Créances interbancaires	14 985 839 800	15 297 171 038
• A vue	14 675 839 800	14 642 284 157
· Banque centrale	8 198 544 249	4 763 952 243
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	6 477 295 551	9 878 331 914
• A terme	310 000 000	654 886 881
Créances sur la clientèle	27 686 433 297	31 603 849 539
• Portefeuille d'effets commerciaux	1 533 290 603	634 582 661
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	1 533 290 603	634 582 661
• Autres concours à la clientèle	10 445 267 004	16 261 466 383
· Crédits de campagne	1 322 059 785	1 822 191 024
· Crédits ordinaires	9 123 207 219	14 439 275 359
• Comptes ordinaires débiteurs	15 707 875 690	14 707 800 495
• Affacturage		

Titres de placement	1 311 610 000	1 168 750 000
Immobilisations financières	1 357 513 063	547 299 049
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	141 688 281	133 256 261
Immobilisations corporelles	3 319 378 823	3 003 685 032
Actionnaires et associés		
Autres actifs	1 781 216 341	2 846 530 325
Comptes d'ordre et divers	1 484 520 606	2 759 374 089
Total de l'actif	53 653 742 428	61 021 180 195

Hors Bilan	Exercice 1999	Exercice 2000
Engagements donnés	18 227 795 920	15 174 279 421
• Engagements de financement	2 511 552 263	2 660 838 074
· En faveur de la clientèle	2 511 552 263	2 660 838 074
• Engagements de garantie	15 716 243 657	12 513 441 347
· D'ordre de la clientèle	15 716 243 657	12 513 441 347

Passif

Passif	Exercice 1999	Exercice 2000
Dettes interbancaires	5 661 252 794	6 671 106 837

• A vue	2 071 231 845	3 521 468 378
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	2 071 231 845	3 521 468 378
• A terme	3 590 020 949	3 149 638 459
Dettes à l'égard de la clientèle	43 389 337 930	49 550 283 412
• Comptes d'épargne à vue	9 312 471 605	11 994 159 831
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	29 301 336 875	32 534 022 740
• Autres dettes à terme	4 775 529 450	5 022 100 841
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	442 517 661	472 492 840
Comptes d'ordre et divers	185 888 756	143 049 635
Provisions pour risques et charges	44 200 000	108 752 993
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital	2 000 000 000	2 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	266 696 789	1 536 560 136

Écarts de réévaluation		
Report à nouveau	1 198 092 852	173 985 151
Résultat de l'exercice	465 755 646	364 949 191
Total du passif	53 653 742 428	61 021 180 195

Hors bilan	Exercice 1999	Exercice 2000
Engagements reçus	22 431 130 691	23 892 531 847
• Engagements de financement		
• Engagements de garantie	22 431 130 691	23 892 531 847
· Reçus d'établissements de crédit	2 280 675 696	2 280 675 696
· Reçus de la clientèle	20 150 454 995	21 611 856 151

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et charges assimilées	808 799 995	1 010 576 779
• Sur dettes interbancaires	118 078 484	288 184 227
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	685 731 185	720 939 193
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	4 990 326	1 453 359
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions		
Charges sur opérations financières		
• Charges sur opérations de change		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	2 544 602 109	2 955 763 370
• Frais de personnel	1 066 354 454	1 338 985 304
• Autres frais généraux	1 478 247 655	1 616 778 066
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	142 908 018	327 932 554
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	1 102 759 540	1 383 919 655
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		

Charges exceptionnelles	56 924 127	167 199 983
Pertes sur exercices antérieurs	245 680 682	746 574 250
Impôts sur les bénéfices	312 686 887	289 402 361
Résultat de l'exercice	465 755 646	364 949 191
Total des charges	5 680 117 004	7 246 318 143

Produits

Produits	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et produits assimilés	3 728 334 391	3 874 828 481
• Sur créances interbancaires	144 852 066	194 334 296
• Sur créances sur la clientèle	3 583 482 325	3 449 448 444
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		231 045 741
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	247 508 931	301 274 503
Produits sur opérations financières	1 411 950 593	1 857 076 331
• Produits sur titres de placement	73 266 552	83 826 793
• Dividendes et produits assimilés	21 150 000	35 571 977
• Produits sur opérations de change	353 829 638	762 106 859
• Produits sur opérations de hors bilan	963 704 403	975 570 702

Produits divers d'exploitation bancaire	205 259 211	226 322 035
Produits généraux d'exploitation	6 058 250	1 161 503
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	19 392 927	412 195 270
Profits sur exercices antérieurs	61 612 701	573 460 020
Résultat de l'exercice		
Total des produits	5 680 117 004	7 246 318 143

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 1999	Exercice 2000
Intérêts et produits assimilés	3 728 334 391	3 874 828 481
• Sur créances interbancaires	144 852 066	194 334 296
• Sur créances sur la clientèle	3 583 482 325	3 449 448 444
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		231 045 741
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-808 799 995	-1 010 576 779
• Sur dettes interbancaires	-118 078 484	-288 184 227

• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-685 731 185	-720 939 193
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	-4 990 326	-1 453 359
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 919 534 396	2 864 251 702
Produits de commissions	247 508 931	301 274 503
Charges de commissions		
Résultat net des commissions	247 508 931	301 274 503
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	73 266 552	83 826 793
• Dividendes et opérations assimilées	21 150 000	35 571 977
• Opérations de change	353 829 638	762 106 859
• Opérations de hors bilan	963 704 403	975 570 702
Résultat net sur opérations financières	1 411 950 593	1 857 076 331
Autres produits d'exploitation bancaire	205 259 211	226 322 035
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire	6 058 250	1 161 503
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-2 544 602 109	-2 955 763 370
• Frais de personnel	-1 066 354 454	-1 338 985 304

• Autres frais généraux	-1 475 247 655	-1 616 778 066
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-142 908 018	-327 932 554
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		
Résultat brut d'exploitation	2 102 801 254	1 966 390 150
Résultat net des corrections de valeur	-1 102 759 540	-1 383 919 655
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	1 000 041 714	582 470 495
Résultat exceptionnel	-37 531 200	244 995 287
Résultat sur exercices antérieurs	-184 067 981	-173 114 230
Impôts sur les bénéfices	-312 686 887	-289 402 361
Résultat net de l'exercice	465 755 646	364 949 191

Résolutions

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2000, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2000 se solde par un bénéfice de 364 949 191 F CFA après une dotation aux amortissements de 327 932 554 F CFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 289 402 361 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées par l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et par l'article 440 de l'acte uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2000.

Elle donne également quitus au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Résultat de l'exercice	364 949 191
Réserves légales (15%)	54 742 379

Report à nouveau ancien antérieur	173 985 151
Dividendes	200 000 000
Report à nouveau	284 191 963

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 450 F CFA par action de 5 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter, du 1^{er} juillet 2001 par estampillage du coupon N° 11 de l'action remise à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

A l'issue de cette Assemblée Générale prend fin le mandat des Administrateurs qui ont été désignés pour une durée de 3 ans lors de l'Assemblée Générale qui a statué sur les comptes de l'exercice 1997 ou qui ont été cooptés depuis.

Il est donné quitus plein et entier de l'exécution de leur mandat aux Administrateurs pour cette période de 3 ans et il est proposé de renouveler leur mandat pour une nouvelle période de 3 ans qui prendra fin après l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

Cinquième résolution

Le mandat des cabinets SARECI, Commissaire aux Comptes titulaire, et SEC DIARRA, Commissaire aux Comptes suppléant, venant également à expiration à l'issue de cette assemblée, il est procédé au renouvellement de ce mandat.

L'assemblée approuve la nomination pour une période de 6 ans du Cabinet SARECI en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, et du Cabinet SEC DIARRA en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, sous réserve de l'obtention de l'agrément de la Commission Bancaire de l'UEMOA.

Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice de l'an 2006.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer à 300 000 F CFA net le montant des indemnités versées à chaque Conseil à chaque Administrateur présent.

Septième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2000 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA au cours de change du 31/12/2000, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 20 et 100% selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/2000 est de 81%.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	33 1/3%
Constructions	10%
Matériel de transport	33 1/3%
Aménagements installations	20%
Mobilier et matériel de bureau	10-20%
Outillage (selon nature)	10%
Matériel informatique	20%

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	14 676	2 071	14 642	3 521
De 1 mois à 3 mois			60	
De 3 mois à 6 mois			423	
De 6 mois à 2 ans	60	665		2 139
De 2 ans à 5 ans	250		172	1 011
Plus de 5 ans		2 925		
Total	14 986	5 661	15 297	6 671

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	17 334	40 879	15 211	46 857
De 1 mois à 3 mois	1 534	319	860	1 975
De 3 mois à 6 mois		705	1 019	

De 6 mois à 2 ans	3 954	686	13 813	224
De 2 ans à 5 ans	2 086	800	655	
Plus de 5 ans	397		46	
Créances en souffrance	2 381			
Total	27 686	43 389	31 604	49 550

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/1999*		Au 31/12/2000*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	2 476	17 922	3 538	23 694
Entreprises privées	24 553	18 338	27 866	20 717
Sociétés d'état et établissements publics	115	94	67	257
Etat et organismes assimilés	562	7 035	133	4 882
Total	27 686	43 389	31 604	49 550

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	1999*	2000*
Créances douteuses	8 915	8 378
Provisions pour dépréciation	-7 669	-6 708
Créances douteuses nettes	1 246	1 670

2.3 Immobilisations financières

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	45	45	300	15
• BANK OF AFRICA - BURKINA FASO	38	38	1 250	3
• Équipbail				
• FONDS GARI	151	151		
• SGI MALI	3	3	200	2
• ASSURANCE GENERALE DU MALI	40	40		
Sous total	277	277		
Dans les autres sociétés				
• Titre du Trésor non mobilisés	251	251		
• FGMH SA	20	20		
Sous total	271	271		
Total participations	548	548		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/1999*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2000*
Immobilisations brutes	340	19		359
Amortissements cumulés	198	27		225

Total net	142	-8		134
-----------	-----	----	--	-----

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/1999*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2000*
Immobilisations brutes	4 627	2 815	2 888	4 554
• Immobilisations en cours	2 348	96	2 443	
• Immobilisations d'exploitation	1 457	2 621		4 077
• Immobilisations hors exploitation	122	15		137
• Immobilisations par réalisation de garantie	700	84	444	340
Amortissements cumulés	1 308	241		1 549
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	1 172	213		1 386
• Immobilisations hors exploitation	93	11		104
• Immobilisations par réalisation de garantie	42	17		59
Total net	3 319			3 005

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	1999*	2000*
Débiteurs divers	314	278
Valeurs non imputées	1	
Valeurs à l'encaissement	1 364	2 328

Valeurs à rejeter en compensation		1
Dépôts et cautionnement		
Stocks et emplois divers		40
Créances rattachées	102	200
Total	1 781	2 847

2.6.2. Autres passifs

Nature	1999*	2000*
Dettes fiscales	342	358
Dettes sociales	42	88
Créditeurs divers	7	1
Dettes rattachées	51	25
Divers		
Total	443	472

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	1999*	2000*
Charges comptabilisées d'avance	129	351
Produits à recevoir		29
Divers	1 356	2 380
Total	1 485	2 759

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	1999*	2000*
Charges à payer	60	66
Produits perçus d'avance	117	20
Divers	9	58
Total	186	143

2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/1999*	Dotations*	Reprises*	Au 31/12/2000*
Charges de retraite		19		19
Engagements par signature				
Pertes et charges	44	90	44	90
Total	44	109	44	109

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/1999*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2000*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital				
Réserve légale	267	70		336
Réserves réglementées				

Autres réserves		1 200		1 200
Capital social	2 000			2 000
Report à nouveau	1 198	-1 198		
Résultat 1999	466	-466		
Nouveau report à nouveau		174		174
Résultat 2000			365	365
Total	3 930	-220	365	4 075

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux n'est pas doté.

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - MALI s'élève à 2 000 millions de F CFA. Il est composé de 400 000 titres d'une valeur nominale de 5 000 F CFA. La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
Actionnaires	29,7%
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	3,3%
BANK OF AFRICA - BENIN	57,8%
Actionnaires privés nationaux	2,5%
PROPARCO	6,9%
Autres	

3 Engagements hors bilan

Nature	1999*	2000*	Variation

Engagements donnés	18 228	15 174	-16,75%
• Engagements de financement	2 512	2 661	5,95%
• Engagements de garantie	15 716	12 513	-20,38%
• Engagements sur titres			
Engagements reçus	20 150	21 612	
• Engagements de financements			
• Engagements de garantie	20 150	21 612	7,26%
Engagements sur titre			

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	1999*	2000*
Sur créances interbancaires	145	194
• A vue	144	127
• A terme	1	67
Sur créances de la clientèle	3 583	3 681
• Créances commerciales	248	295
• Autres crédits à court terme	417	439
• Comptes ordinaires débiteurs	2 725	2 676
• Crédits à moyen terme	193	271
Total	3 728	3 875

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	1999*	2000*
Sur dettes interbancaires	123	290
• A vue	54	103
• A terme	69	187
Sur dettes à l'égard de la clientèle	686	721
• A vue	547	556
• A terme	139	165
Total	809	1 011

4.3 Commissions

Nature	1999*	2000*
Commissions perçues (produits)	248	301
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle	248	301
Commissions versées (charges)		
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	1999*	2000*
Salaires et traitements	854	1 005

Charges sociales	212	334
Total	1 066	1 339

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	1999*	2000*
Impôts, taxes et versements assimilés	73	85
Redevance de crédit bail	139	248
Loyers	82	62
Carburant, entretien et réparations	70	142
Primes d'assurance	73	22
Intermédiaires et honoraires	329	265
Publicité, publications et relations publiques	53	45
Déplacements missions et réceptions	106	128
Frais postaux et frais de télécommunications	154	201
Achats non stockés de matières et fournitures	249	235
Jetons de présence	5	6
Moins values de cessions	1	
Autres frais généraux	144	180
Total	1 478	1 617

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	1999*	2000*
--------	-------	-------

Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	118	292
• Des immobilisations hors exploitation	29	36
Reprises		
Total	143	328

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	1999*	2000*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 532	1 543
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	97	173
Pertes sur créances irrécouvrables	245	2 320
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-539	-2 607
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif	-231	
Reprises de provisions pour risques et charges		-44
Récuperations sur créances amorties	-1	-1
Total	1 103	1 384

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	1999	2000
Cadres expatriés	1	1

Cadres locaux	45	44
Gradés	76	83
Employés	6	3
Personnel non bancaire	15	16
Total	143	147

5.2 Contrevaieur des comptes en devises

Nature	1999*	2000*
Actif		
Opérations de trésorerie	5 344	9 704
• Billets et monnaies	106	441
• Correspondants bancaires	5 238	9 263
Valeurs à l'encaissement et divers	884	1 450
Passif		
Opérations de trésorerie	1 360	2 854
• Correspondants bancaires	762	2 574
• Refinancements	598	280
• Autres sommes dues		
Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires		

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2004

Nature		
Résultat de l'exercice**	364 949 191	
Report à nouveau antérieur**	173 985 151	
Réserve légale (15%)**		54 742 379
Dividende**		200 000 000
Nouveau report à nouveau**		284 191 963
Total réparti**	538 934 342	538 934 342

6 Résultat des cinq derniers exercices

Nature	1996	1997	1998	1999	2000
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	1 400	1 400	2 000	2 000	2 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	280 000	280 000	400 000	400 000	400 000
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	4 697	4 963	5 902	5 599	6 261
• Bénéfice avant impôts, amort. et prov.	2 035	2 029	2 856	2 246	2 294
• Impôt sur les bénéfices	31	184	388	313	289
• Bénéfice après impôts, amort. et prov.	24	342	571	466	365
Résultat par action**					
• Après impôts, avant amort. et prov.	7 155	6 589	6 169	4 279	5 192
• Après impôts, amort. et prov.	84	1 123	1 426	1 164	912

Personnel					
• Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	147	139	135	148	156
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	767	640	747	854	1 005
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	73	72	92	73	80

* En millions de F CFA

** En F CFA